N° 306 — 22e Année

LE NUMERO CINQ CENTIMES

Mercredi 2 Novembre 1910

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

REDACTION :
ROUBAIX, rue Richard-Lenoir, 13, près du théâtre du Fontenoy. — (Téléphone 051)
TOURCOING, rue Verte, 53. (Téléphone 151)

Siège administratif :
Rue de Béthune, 27, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing :
Trois mois : 4 fr. 50 — Un an : 18 fr.
Nord et Départements limitrophes :
Trois mois : 5 francs — Un an : 20 francs
Les abonnements partent du 1er et du 15 de chaque mois et sont payables d'avance

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES. . . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES. . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS. . . . 0 fr. 75 —
LOCALES. . . . . 1 fr. » —

Les annonces sont reçues aux bureaux du Journal, 27, rue de Béthune, à Lille, et à Paris, dans nos bureaux, 30, rue Taitbout

TÉLÉPHONE
A ROUBAIX : N° 051 | A TOURCOING : N° 1570
A LILLE : N° 97

A LIRE

EN 2e PAGE

LE MOUVEMENT CORPORATIF ET LES CONGRES.

EN 3e PAGE

COMMENT AVORTA LA GREVE GENERALE.

UNE LETTRE DU COADJUTEUR DE CAMBRAI A PROPOS DE L'ABBE LEMIRE.

EN 4e PAGE

L'ORAGE ET LA FÊTE DE LA TOUSSAINT DANS LA RÉGION.

LES « Jeunesses Républicaines »

Le Congrès des « Jeunesses Républicaines tient ses assises à Paris.

L'Union des Jeunesses républicaines, dont Emile Desvaux guida les premiers pas, a aujourd'hui pour président M. Constant Verlot, député des Vosges.

Celui-ci vient de préciser les origines, le programme et l'action de ces œuvres laïques.

Leur origine

— Les Jeunesses républicaines, dit M. Verlot, sont nées vers 1902, c'est-à-dire à l'époque où une fraction de la jeunesse française, excitée par les apôtres du trône et de l'autel, descendit dans la rue pour manifester contre l'idéal républicain. C'est alors que se créèrent, tour à tour, les Jeunesses du 9e et du 2e arrondissement, puis successivement, celles des 3e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 17e, 19e et 20e arrondissements. La banlieue suivit, et parmi ses plus importants groupements il convient de citer ceux de Vincennes, Levallois et Montmorency.

« Enfin, le mouvement gagna la province, où les J. R. sont aujourd'hui légion. A leur tête figurent l'Union des J. R. de l'Eure, que dirige mon collègue Abel Lefèvre, les J. R. de Nantes, de Vitry-le-François, de Saint-Dié, de Mirecourt, de Frayse et de Dompert dans les Vosges.

Leur but

« Nos Jeunesses républicaines, sont des œuvres fraternelles d'éducation civique et de propagande républicaine, en un mot des « laboratoires » où se recherche le haut idéal républicain et social des générations de demain.

« Elles groupent des jeunes gens âgés au moins de seize ans, sans distinction de rang, travailleurs ou bourgeois, ayant au cœur la foi et l'idéal, désireux de bonheur, avides de justice et de bonté.

— Ces jeunes gens, avant tout épris de tolérance pour toutes les erreurs, entendent discuter avec correction et courtoisie.

« Ils veulent devenir les fidèles défenseurs du régime républicain, étant aptes à collaborer, par le suffrage universel, à la direction des affaires du pays, sous l'égide de la liberté et du devoir.

« Ces jeunes gens-là ont horreur des idées toutes faites et n'ont pas la manie déplorable de juger et de penser par la logique de leurs voisins. Leur raison n'est asservie à aucun dogme, à aucun joug.

Leur programme

« Nos Jeunesses républicaines entendent rester en dehors et au-dessus de tous les partis politiques.

« Notre principale préoccupation est de donner à nos adhérents un complément d'éducation civique, morale, artistique et physique. C'est pourquoi nous avons défini nos associations : *œuvres d'éducation civique et de propagande républicaine.*

« *Former des citoyens* », comme l'a dit Michelet, n'est-ce pas un superbe idéal pour les jeunes ! Eduquer les jeunes générations dans le culte du droit, de la justice et de la vérité, en faisant appel aux vétérans du Parti républicain, à ceux qui nous ont donné l'instruction et toutes les libertés, de manière à former des citoyens conscients de leurs droits et de leurs devoirs, des « missionnaires de l'école laïque » : telle est notre façon de concevoir l'*éducation civique.*

« L'esprit de classe n'existe pas dans nos groupements. Nous estimons que l'âme du peuple aussi bien que celle de la bourgeoisie et des privilégiés de la fortune est capable de sentir l'amour du beau et du vrai. Aussi groupons-nous autour d'un même idéal riches et pauvres, commerçants et ouvriers, étudiants, paysans et bourgeois. Nous réalisons en petit l'harmonie sociale et c'est par le « contact » que nous donnons l'*éducation morale.*

« Mais nous n'oublions pas que la nature humaine a besoin de distractions, et c'est pourquoi notre enseignement comprend, outre des conférences et des lectures, l'étude des arts d'agrément, diction, musique, chant, danse et photographie. Nous avons même fondé un groupe théâtral, et, détournant nos jeunes gens des grossières inepties du café-concert, nous leur apprenons des monologues et des pièces morales qu'ils récitent et jouent devant les familles et devant des jeunes filles, car nous acceptons les femmes dans nos « Jeunesses ». Voilà sur quelles bases repose notre *éducation artistique.*

« Ces différentes sortes d'éducations ont un complément absolument indispensable : l'*éducation physique.* Le corps a, en effet, besoin de se développer en même temps que le cerveau. La machine humaine doit, pour bien fonctionner, être entraînée à la résistance contre la fatigue et la douleur. C'est par la pratique des sports et la préparation militaire, sérieuse et technique, que nous atteignons ce but. En 1909, tous les membres de la section militaire de la J. R. du deuxième ont été reçus au brevet d'aptitude militaire.

« Nous n'abandonnons pas nos jeunes gens dès qu'ils ont franchi le seuil de la caserne. Nous les recommandons auprès des œuvres similaires existant dans leurs villes de garnison, et lorsqu'ils sont malheureux nous leur envoyons, de temps à autre, la pièce de cent sous pour « améliorer l'ordinaire ».

« Notre solidarité va plus loin. L'Union des Jeunesses républicaines possède à Sénones, dans les Vosges, une vaste colonie de vacances, propriété de 10 hectares, où, durant la belle saison, nos adhérents et leurs familles peuvent venir goûter les charmes de la montagne à raison de 2 fr. 80 par jour, et gratuitement, souvent, lorsqu'ils sont dans le besoin.

« Quant à notre propagande, nous l'exerçons au moyen de brochures et de journaux. Chaque groupement possède sa bibliothèque sociale, son bulletin et sa salle de lecture. Nous nous efforçons, en un mot, de classer nos Jeunesses républicaines parmi les plus intéressantes de nos œuvres postscolaires, œuvres qu'on ne saurait trop encourager, car il faut convenir avec M. Steeg que, dans la société actuelle, l'adolescence est moralement abandonnée. »

LA MUSIQUE DE LA GARDE

A propos du départ de M. Parès

M. Parès, chef de la Musique de la Garde Républicaine — nous l'avons annoncé il y a quelques jours — prend sa retraite en pleine activité, en pleine santé, aussi allègre que s'il entrait dans la carrière. M. Parès, nous l'avons dit, était bien connu dans la région du Nord et du Pas-de-Calais. Récemment encore, il dirigeait sa merveilleuse phalange d'artistes à Haubourdin fêtant le centenaire de son harmonie municipale.

M. PARES

Il s'est montré à la Garde le digne successeur des chefs qui l'avaient précédé, il a su réaliser des améliorations notables sans détruire la noble tradition du corps, dont il a augmenté la cohésion et la valeur.

Le premier chef de la Musique de la Garde Républicaine qui ait laissé un souvenir inoubliable fut Paulus, que ses musiciens n'aimaient pas également, mais à qui tous rendaient respectueusement justice.

Après 1870, on se souvient que la Garde Républicaine eut deux régiments à pied. Tous deux possédèrent leur musique. Paulus était chef du premier régiment ; Sellenick fut le chef du deuxième. Lui aussi organisa sa musique d'après l'exemple donné par Paulus et s'en trouva bien, si bien même que les deux musiques ne tardèrent pas à devenir des rivales presque agressives, jalouses l'une de l'autre. Mais bientôt ces deux régiments à pied redevinrent « la légion », avec adjonction de la cavalerie, naturellement. Il n'y eut plus alors qu'une musique, sous les ordres de Sellenick, Paulus ayant pris sa retraite.

Toutefois, avant de quitter Paulus, il faut dire un mot d'une innovation spéciale de ce chef aussi ingénieux que bon musicien. C'est lui qui eut l'idée de faire voyager ses musiciens, qu'il emmena notamment en Amérique, aux Etats-Unis du Nord, où ils reçurent un accueil enthousiaste, où ils remportèrent des succès étourdissants.

Sellenick, puis Wettge puis Parès enfin, suivirent les traditions de Paulus et surent maintenir très haut la réputation de la Musique de la Garde.

M. Parès a maintenu dans sa musique le goût des voyages : la musique de la Garde Républicaine a été conduite par lui dans nombre de nos grandes villes ; il l'a menée en Suisse, dans le Grand-Duché de Luxembourg, en Italie, en Espagne, en Belgique. En Belgique, particulièrement, elle jouit d'une popularité peut-être supérieure à celle des musiques nationales, surtout à Bruxelles, à Liège et à Gand. M. Parès est parfaitement digne de ses aînés, et la Musique de la Garde le regrettera certainement.

Musique d'artistes de premier ordre, on le sait. Combien de ses soixante-douze exécutants sont recherchés dans nos grands concerts ! Combien s'y sont fait un nom connu de tous : Paradis (clarinette), Laforgue (bugle), Joseph (cornet à pistons), Couppas (basson), Barthelemy (trombone), Gandard, le merveilleux hautboïste, celui qui joue si divinement sur le cor anglais le prélude de la romance de Marguerite !... Quelle élite !... Et quelle chance merveilleuse pour qui va remplacer M. Parès, — après concours — *de trouver de tels artistes à conduire !...* La route est belle !...

PETITS PAPIERS

Au seuil de l'hiver

C'était hier, mardi, la Toussaint, la vieille fête qu'institua par décret, il y a près de douze cents ans, Louis le Débonnaire, en France, mais qu'on y célébrait bien avant et qu'on y célèbre encore bien après, un peu partout, et mieux sous le ciel idoine du pays septentrional, à son ordinaire, brumeux et mélancolique.

Harmonie trop complète du temps qu'il fait et des tristesses de nos âmes et des alarmes réveillées de nos cœurs, constatée une fois de plus hier !

Grande pluie, rude vent, neige parfois, lorsqu'en ce jour on voit se dérouler, patauger vers des lieux précis, aux bras, aux mains, les couronnes d'immortelles, les violettes sombres, les chrysanthèmes d'or, les rares, les seules fleurs subsistantes, je crois, œuvre suprême pour l'an, du soleil qui fait naître et vivre, et dont on va faire hommage à ceux qui ne sont plus ; foulant le tapis des feuilles tombées, renouvelé déjà malgré la toilette soigneuse des tombes et des allées, la veille, lorsque s'achemine, par les cimetières, le pèlerinage silencieux des gens qui se souviennent, entre les ifs noirs et les cyprès, nous sommes au seuil de l'hiver, — quand la nature redevient méchante et va coucher sous la terre des victimes nouvelles et obscures, multipliées parmi ceux qui manquent de pain, qui dorment au clair d'une lune trop mouillée ou trop sèche, sur les vieux bancs des squares, à qui, sous bois, le lit de mousse poétique s'impose, comme pire chose en la saison.

Le cortège des vivants en visite, processionnellement, aux *nécropoles*, maculé jusqu'à l'échine, ira ce jour encore se déroulant, — porter des immortelles aux morts, des violettes, des chrysanthèmes.

Hier, c'était la Toussaint, c'est aujourd'hui la Fête des Morts, que quelques-uns devancent ; demain ce sera presque l'hiver et ses rudesses et ses coups. L'onde des fleuves et des rivières monte, tandis que le ciel s'abaisse presque jusqu'à nous. La Toussaint a planté les premiers décors du long drame hivernal, au développement douloureux à l'infini.

Grande pluie, rude vent, gelées traîtresses, neiges parfois, deviennent pour des mois l'apanage de notre monde qui tout accueille et souffre stoïquement, quand on y songe.

C'était hier le salut aux morts de ceux qui vont mourir peut-être...

Marc DAVID.

CHANGEMENT MINISTÉRIEL en Angleterre

Suivant certains bruits qui circulent dans les milieux ministériels, lord Morley serait décidé à démissionner de son poste de secrétaire des Indes.

Lord Morley déclare que l'unique cause de sa décision est son âge avancé.

D'après les mêmes bruits, lord Morley serait remplacé par lord Crewe, secrétaire de l'office colonial.

L'ESPRIT DE TOUS

Entre commerçants :

— Je viens de jeter un coup d'œil sur mes livres, soupire l'un, et j'ai constaté que mon chiffre d'affaires allait en diminuant.

— Eh bien ! moi, fait l'autre joyeusement, depuis que je me suis mis à construire des **monoplans** et des **biplans**, mon chiffre d'affaires a été en.... **triplant !**

LA SITUATION POLITIQUE

Remaniement ministériel

Ce qu'on dit dans les couloirs

La même incertitude règne toujours au sujet des remaniements ministériels.

M. Briand a chassé lundi toute la journée ; hier il s'est livré aux mêmes exercices, mûrissant en pleine liberté d'esprit les solutions qu'il s'efforcera de faire prévaloir au Conseil des ministres d'aujourd'hui mercredi. Jusqu'ici on est donc réduit à recueillir les bruits qui circulent dans les milieux politiques au sujet des personnalités qui seront appelées à recueillir la succession de M. Ruau et de M. Viviani.

On dit maintenant que M. Jean Dupuy serait disposé à prendre l'agriculture et que le ministère du travail reviendrait à M. Klotz, député de la Somme. Les candidatures de MM. Lafferre et Guist'hau rencontreraient, en effet, beaucoup d'hostilité.

Quant à la situation ministérielle, voici les bruits qui courent et que nous n'enregistrons *qu'à titre de curiosité. Le* Gouvernement de M. Briand tomberait, dit-on, prochainement, M. Léon Bourgeois referait le ministère de concentration républicaine qui doit, selon la formule de M. Cruppi, faire l'apaisement entre les républicains sincères. MM. Albert Sarraut et René Renoult, pour ne citer que ces noms, émus du vote unanime de la députation de leurs départements contre le ministère, seraient prêts à saisir la première occasion pour suivre M. Viviani dans sa retraite.

M. Marcel Hutin déclare qu'hier matin, on lui annonçait que M. Briand aurait l'intention, non pas seulement de trouver des successeurs à MM. Ruau et Viviani, mais d'apporter de larges modifications dans la composition de son cabinet, afin de « déblayer la situation ».

Voici ce qu'on disait à notre confrère : « *Le président du conseil serait à la veille* de reconstituer entièrement son cabinet. On parle déjà de M. Raynaud comme devant remplacer M. Louis Barthou au ministère de la justice, M. Ruau aurait pour successeur M. Lafferre, et M. Viviani céderait le portefeuille du travail à M. Puech.

D'autres noms sont également mis en avant pour d'autres portefeuilles. Seuls, MM. Pichon, Jean Dupuy, l'amiral Boué de Lapeyrère, le général Brun, *et sans doute* M. Millerand, seraient dès à présent certains de rester

A propos du Conseil de Cabinet

Une dépêche de l' « Agence Fournier », parlant du remplacement du Ministre de l'Agriculture ajoute : « ou d'un remaniement plus large du cabinet. »

Une dépêche de l' « Agence Fournier » dit :

Paris, 1er novembre.

M. Briand a reçu ce soir M. Millerand, ministre des travaux publics, et M. René Viviani, ministre du Travail.

D'autre part, le président du conseil a rendu visite à M. Fallières, président de la République.

Dans le conseil de cabinet qui sera tenu demain matin au ministère de l'Intérieur, sera posée la question du remplacement de M. Joseph Ruau, ministre de l'Agriculture, démissionnaire, **ou d'un remaniement plus large du cabinet.**

La Ligue des Droits de l'Homme contre le Ministère

Au congrès de la Ligue des Droits de l'Homme, un membre ayant reproché au comité central de n'avoir pas suffisamment soutenu les cheminots, M. de Pressensé a annoncé *qu'une bataille pour la légalité* allait s'engager dans la France entière et que la Ligue serait à la tête du mouvement.

La situation et l'opinion

Ce qu'on dit dans les journaux

Le Radical, ÉDITORIAL :

La Chambre va-t-elle se résigner à ne pas aboutir en temps voulu ou à bâcler la *partie importante de son travail ? Donnera-t-elle sujet à nos ennemis de taxer d'impuissance le régime parlementaire ?*

Ce qu'il nous faut maintenant, c'est un ensemble de réformes et de réalisations véritables. Et tandis que cette nécessité se fait de plus en plus jour dans la conscience nationale, une question, primant les autres, se dégage et se pose d'abord à tout Français ami de l'ordre et de la bonne administration de son pays : *A quand le budget ?*

La Lanterne, ÉDITORIAL :

Nous demandions hier au Gouvernement de rétablir l'accord dans les rangs de la majorité en donnant à son action laïque une *vigueur nouvelle. L'attitude des préfets* qui accueillent comme des amis les cléricaux et les réactionnaires ne peut se concilier avec cette politique.

Que le président du conseil y veille et qu'il mette à la raison ceux de ses agents qui le compromettent en servant la réaction.

L'Action, M. BÉRENGER :

Après l'odieuse agression de samedi dernier, qui viola toutes les règles de la légalité constitutionnelle en supprimant la voix du chef du Gouvernement par une centaine de terroristes décidés à tout, il convient au parti républicain tout entier de reprendre son sang-froid et sa marche régulière en avant.

Le Rappel, ÉDITORIAL :

M. Briand ne sait peut-être pas où il va, *mais ses nouveaux amis savent bien* où ils le mènent, et le « Gaulois » a trouvé une formule lumineuse pour définir l'ensemble des mouvements actuels parlementaires, politiques, ministériels : c'est la « réaction intégrale » qui se prépare.

L'Humanité, M. JAURÈS :

A tous ses amis, à tous ses séides, l'écrasement illégal et criminel d'une grève légale ne suffit pas. Ils exigent de lui que la manière forte devienne un système. Le « Temps » presse le cabinet — qui en a besoin — « de se fortifier », c'est-à-dire de remplacer ceux des ministres qui s'en vont, non pas même par des radicaux bêlants et blafards, mais par des hommes à poigne, par des conservateurs rigoureux et des modérés implacables. Ils le pressent d'en finir, non plus seulement par des coups d'Etat, mais par des lois de répression et d'interdiction permanentes, avec les libertés légales des salariés des services publics et des *compagnies privilégiées.*

A la bonne heure, et ce n'est pas la réaction démasquée que nous redoutons.

La République Française, M. BONEFOUS :

Il ne s'agit ni d'opprimer ni de tyranniser personne. Il s'agit seulement de préciser dans les lois nouvelles ce que les lois anciennes avaient voulu et ce qu'une politique de concessions et de faiblesses a laissé tomber, par le non-usage, dans l'oubli. Il ne faut pas que personne en France puisse dire demain qu'il croyait qu'une certaine interprétation des lois lui donnait le droit de ruiner son pays !

Le Soleil, M. DUPUY :

Loin de nous indigner de la parole prononcée par Briand, qui n'a étonné et irrité que des politiciens sans doctrine, sans *idée, sans histoire, nous nous félicitons que,* dans la République, il se trouve quelqu'un qui rompt avec l'abjecte formule gambettiste : « Le nombre crée le droit ! »

DERNIERE HEURE

NOS DÉPÊCHES

La tempête fait rage

Les accidents. — Les dégâts

A PARIS

Paris, 1er novembre.

Depuis hier soir, une violente tempête règne sur une partie de la France et de la Belgique. A Paris, le vent a soufflé avec violence cette nuit et, après une accalmie, a repris cet après-midi accompagné d'une pluie assez abondante. Cependant, on ne signale que deux accidents.

Le premier s'est produit vers quatre heures du matin, au Champ de Mars, où un câble de la télégraphie sans fil de la station de la Tour Eiffel s'est brisé par suite de la violence du vent. Une antenne, pesant 150 kilos, est tombée dans l'allée centrale, heureusement sans provoquer d'accident de personne. Les sapeurs du génie, aussitôt appelés, ont de suite commencé les travaux de réparation.

L'autre accident s'est produit ce matin avenue Parmentier. Un tuyau en tôle mesurant 2 mètres 50 est tombé du toit de l'immeuble portant le numéro 88. Un passant, M. Eugène Monet, a été blessé.

Crue de la Seine

D'après les nouvelles reçues des stations météorologiques, il est probable que la Seine va subir une légère crue. Cette crue pourra, d'ici à vendredi, atteindre à Bezons la cote de 2 mètres 30 où elle n'est aujourd'hui que de 1 mètre 34.

EN PROVINCE

Remiremont, 1er novembre.

Une tempête d'une violence extrême, sévit depuis hier sur Remiremont, causant des dégâts aux immeubles et aux forêts.

La pluie fait rage. La Moselle grossit.

Le Mans, 1er novembre.

On signale dans de nombreuses communes du département, des dégâts considérables causés par les inondations. Dans la ville même, les bas quartiers de Pontlieue ont été envahis par les eaux et les habitants ont dû déménager hâtivement.

Le Havre, 1er novembre.

Depuis ce matin, une violente tempête souffle d'ouest ; la mer est furieuse et déferle sur les digues.

On a enregistré jusqu'à présent un sinistre. Dans le port, une barque de pêche de Trouville a coulé près de la passe. L'équipage est sauvé.

EN BELGIQUE

Bruxelles, 1er novembre.

Une violente bourrasque s'est déchaînée cette nuit sur Bruxelles et les environs. Elle a causé des dégâts un peu partout, notamment à la plaine d'aviation d'Etterbeek, où le vent a démoli un hangar dans lequel était remisé l'appareil de l'aviateur Laffont.

L'appareil a été brisé. C'était un monoplan qui avait servi à Latham pour effectuer ses expériences aux manœuvres de Picardie.

Train pris en écharpe entre Charleroi et Bruxelles

Un mort. — Plusieurs blessés

Charleroi, 1er novembre.

Un grave accident de chemin de fer s'est produit ce matin à la gare de Luttre.

Le train de voyageurs 1637 est entré en collision à l'entrée de la gare avec une locomotive.

Un voyageur a été tué. Deux autres voyageurs *ont été blessés grièvement et quelques-uns contusionnés.*

Les voies principales sont obstruées.

Le train 1637 est un omnibus qui quitte Charleroi à 8 h. 40 et qui doit être à Bruxelles à 10 h. 11.

Le train est arrivé à Luttre à 9 h. 16.

Luttre est une petite station à 15 kilomètres de Charleroi. Elle précède celle de Bois-de-Nivelles.

Les papiers de l'Affaire Ferrer

On arrête quatre personnes qui voulaient s'en emparer

Madrid, 1er novembre.

La police madrilène a procédé à l'arrestation de quatre personnes au moment où, s'étant introduits dans un édifice militaire, ils tentaient d'ouvrir un coffre dans lequel étaient renfermés des documents relatifs au procès devant le conseil de guerre de Francisco Ferrer.

Le secret des P. T. T.

Paris, 1er novembre.

M. Millerand a fait passer à tous les directeurs et chefs de service la circulaire *suivante, relative à l'accès des bureaux de poste :*

« L'administration a été récemment informée qu'un individu s'est présenté au guichet d'un bureau de poste et alléguant de sa qualité d'inspecteur des postes et télégraphes, avait tenté de pénétrer dans la salle affectée au service.

« Aux termes de l'article 35 de l'instruction générale et sauf les exceptions prévues au dit article, aucune personne étrangère au service ne doit être admise dans les parties des établissements de postes, de télégraphes, de téléphones, réservées aux opérations.

« D'autre part, l'article 6453 prescrit que, si au cours de vérifications, un inspecteur n'est pas connu du titulaire d'un bureau, il est tenu de justifier de ses qualités par la production de sa commission ou d'un ordre de service revêtu du cachet de la direction.

« Je vous prie de vouloir bien rappeler aux fonctionnaires, comptables et facteurs-receveurs placés sous vos ordres les prescriptions visées ci-dessus dont la non observation serait de nature à engager gravement leur responsabilité ».

Incident franco-marocain

Madrid, 1er novembre.

Une dépêche de Tétouan à la « Epoca », en date du 28 octobre dit que le pacha a saisi à la douane deux caisses adressées au consul de France, auquel il a demandé de les ouvrir, afin de pouvoir constater si elles ne contenaient rien d'illicite.

Devant le refus du consul, le pacha déclara qu'avant d'en avoir reçu l'ordre d'El-bas, il ne délivrerait pas ces caisses qu'il Guebbas, il ne délivrerait pas ces caisses qu'il soupçonnait contenir des munitions.

Un caissier de caisse d'épargne a détourné 100000 fr.

Rennes, 1er novembre.

Le conseil d'administration de la caisse d'épargne de Fougères, ayant remarqué que des écritures passées sur deux livrets ne se trouvaient pas en concordance, s'est réuni d'urgence. Pressé de questions, le caissier de cet établissement, M. P..., qui avait été mandé, a fait l'aveu de détournements qu'il avait pratiqués et dont le montant s'élève à près de 100.000 francs.

L'employé infidèle, dont la famille a promis de rembourser une partie des sommes détournées, a été remplacé provisoirement par M. Conan, caissier de la recette particulière des finances. L'émotion causée dans la région par cette découverte est telle que l'administration de la caisse d'épargne a dû faire savoir aux déposants que leurs intérêts n'étaient aucunement compromis et qu'ils n'avaient aucune inquiétude à concevoir, car les sommes soustraites se trouvaient largement couvertes non seulement par les crédits donnés par la famille du caissier prévaricateur, mais encore par une réserve considérable que possède la caisse de l'établissement.

Accident d'automobile

Un mort, deux blessés

Paris, 1er novembre.

Le docteur Trousseau, médecin oculiste, 57, boulevard Haussmann, a été tué, ce matin, à 9 heures et demie, dans un accident d'automobile, route de Versailles à Antony. Son gendre et sa fille, qui avaient pris place dans la voiture, sont blessés.

L'accident est dû à un dérapage à un tournant, la voiture que le docteur conduisait lui-même marchant à une grande vitesse.

Le commissaire de Sceaux procède à une enquête.

Empoisonnés par du saucisson

Metz, 1er novembre.

A Ars, près de Metz, une vingtaine de personnes qui avaient mangé du saucisson acheté chez les bouchers de la localité, sont tombées malades, avec les symptômes d'empoisonnement.

L'état de tous les malades est considéré comme très grave.

Les républicains contre les socialistes en Italie

Rome, 1er novembre.

A la suite d'un congrès socialiste de Milan, qui s'est déclaré favorable au maintien de la monarchie, les républicains ont décidé de rompre toute solidarité avec le bloc des partis populaires, comprenant les socialistes, les radicaux et certains républicains.

Afin d'accentuer leur désapprobation de l'attitude actuelle du parti socialiste, les députés républicains ont décidé de déposer leurs mandats dans les circonscriptions électorales influencées par les socialistes et de provoquer de la sorte une vive agitation dans tout le pays.

L'appel de Crippen

Londres, 1er novembre.

L'examen de la peine de Crippen contre la sentence de mort prononcée contre lui est fixé à samedi prochain.

La Conférence diplomatique

Berlin, 1er novembre.

La conférence diplomatique qui aura à régler définitivement la question de délimitation de frontières entre le Togo allemand d'une part, le Dahomey français et le Soudan de l'autre, sur les bases des travaux effectués l'année dernière, se réunira probablement le 15 novembre, à Paris.